

**Accord régional interprofessionnel
INDEMNITÉ DE TRAJET EN CORSE
(30 juillet 2009)**

AVENANT N° 2 DU 4 JUILLET 2016
RELATIF À L'APPLICATION DE L'INDEMNITÉ DE TRAJET

NOR : ASET1750324M

Entre
CNPL
MEDEF de Corse
CGPME de Corse
UPA 2B

D'une part, et

CGT
CFDT
CGT-FO
CFTC
CFE-CGC
UNSA
STC Corse

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Dans le cadre du dialogue social régional, les organisations patronales et syndicales se sont réunies et ont acté de leur volonté commune de renouveler l'accord d'indemnité de transport régional corse (ITRC) signé le 30 juillet 2009.

Un avenant n° 1 *bis*, signé le 11 juin 2013, a renouvelé les dispositions de l'accord interprofessionnel régional corse relatif à l'application de l'indemnité trajet, pour une durée de 3 ans.

Article 1^{er}

Durée de l'accord

Le présent avenant prévoit le renouvellement des dispositions de l'accord interprofessionnel régional corse relatif à l'application de l'indemnité trajet signé, le 30 juillet 2009, pour une durée de 3 ans et ce, sans interruption avec l'accord susmentionné, à compter du 12 juin 2016 et jusqu'au 11 juin 2019.

Article 2

Transports collectifs ou individuels

L'article 3 de l'accord du 30 juillet 2009 est modifié comme suit :

Les abonnements aux transports collectifs urbains, périurbains et aux services publics de location de vélos et cyclomoteurs seront remboursés à 100 % (50 % part légale obligatoire et 50 % part complémentaire décidée par le présent accord) sur présentation des justificatifs et dans la limite des frais réels engagés.

Ce remboursement sera limité à 200 € annuellement (année civile) sauf dans le cas où la partie obligatoire dépasse cette limite. Dans ce dernier cas, le remboursement sera égal à 50 % des frais engagés.

Ces remboursements seront versés mensuellement.

Article 3

Divers

L'ensemble des autres articles de l'accord initial du 30 juillet 2009 et de l'avenant n° 1 *bis* du 11 juin 2013 restent inchangés.

Article 4

Dépôt de l'accord

Le présent est établi en autant d'exemplaires originaux que de parties signataires plus les exemplaires prévus à l'article D. 2231-2 du code du travail (deux exemplaires sur support papier, un exemplaire sur support numérique pour la direction générale du travail et deux exemplaires pour chaque conseil des prud'hommes de Corse-du-Sud et de Haute-Corse).

Fait à Ajaccio, le 4 juillet 2016.

(Suivent les signatures.)